

# Espaces publics et rapports de pouvoir

## 5<sup>e</sup> journée de l'atelier « Espaces publics »

**Vendredi 16 novembre 2018**  
**Institut National d'Etudes Démographiques**  
**133, Boulevard Davout, 75020 Paris**  
**Salle Sauvy – 1<sup>er</sup> étage**

**Organisation :**  
**Antoine Fleury (CNRS)**  
**Muriel Froment-Meurice (Université Paris Nanterre)**

## Présentation de la journée

L'espace public est communément défini comme librement accessible à tous. Mais cette définition théorique masque le fait que les espaces publics urbains sont dans leur matérialité des constructions sociales et culturelles et qu'ils sont en conséquence, dans leurs formes comme dans leurs usages, le produit de rapports de domination, ce qui ne les distingue pas des autres espaces de la ville (Clerval *et al.*, 2015). Plusieurs rapports de pouvoir structurent la production et la régulation des espaces publics d'une part entre institutions et usagers, d'autre part entre des usagers définis comme légitimes et d'autres indésirables, produisant des inégalités parfois très fortes pour l'accès et l'usage de ces espaces. Vendeurs de rue, travailleuses du sexe ou encore groupes de jeunes racisés des classes populaires sont selon les lieux et les contextes les cibles de multiples dispositifs de mise en ordre des espaces publics. Ceux-ci constituent ainsi un élément de la (re)production de plusieurs systèmes de domination, en impliquant à la fois des rapports sociaux de classe, de genre ou encore de race.

Ces dernières décennies ont été marquées par un processus de revalorisation des espaces publics, dans lequel les pouvoirs politiques locaux soucieux de l'attractivité de leur ville ont joué un rôle important. Ce processus, qui tend à se mondialiser, s'accompagne souvent de discours qui mettent en avant un idéal de partage et de mixité insistant sur « la qualité urbaine », le « vivre ensemble », « la convivialité » ou « l'harmonie ». Mais la production d'espaces publics attractifs induit également des processus d'exclusion ou d'altérisation : les politiques de sécurisation, de déguerpissement, de mise en circulation, ou d'invisibilisation des indésirables sont autant de préalables à la production d'une ville « belle, propre, festive et sécurisante » (Gravari-Barbas, 1998). A l'encontre de la dépolitisation qu'induisent souvent ces discours, cette journée vise à *repolitiser* l'analyse des espaces publics (Low et Smith, 2006), en s'appuyant sur des recherches construites à partir de travaux empiriques et en adoptant deux grands axes de réflexion.

Nous souhaitons interroger d'une part les processus de mise en ordre de l'espace public en analysant tant les outils (les types d'aménagement ou les modes de régulation et de contrôle) que les idéologies qui les sous-tendent. Loin de se limiter à une analyse théorique des dispositifs d'exclusion ou d'altérisation, il s'agira de mettre en lumière leurs effets en termes de hiérarchisation des différents « publics » de l'espace public. D'autre part, nous souhaitons pleinement intégrer ici les apports des approches intersectionnelles et positionner le

deuxième axe de réflexion au croisement des différents rapports de domination (classe, race, genre, âge...). Il nous semble particulièrement important d'insister sur les rapports de race souvent occultés dans les débats français tant dans le champ politique que scientifique. Dans ce cadre seront abordés les processus d'exclusion comme les résistances à l'œuvre dans les pratiques des espaces publics. Les intervenant-es interrogeront les tensions entre visibilité et invisibilisation des différents groupes dominés à l'articulation des corps, des normes et des espaces.

Les terrains sur lesquels s'appuieront les différentes contributions sont situés dans « les Suds » comme dans « les Nords ». Il s'agit de participer ce faisant au décroisement, particulièrement fécond d'un point de vue théorique, de la réflexion sur les espaces publics (Houssay et Thébault, 2015). Les interventions articuleront par ailleurs différentes échelles, de l'échelle globale (compétition entre villes pour l'attractivité, politiques migratoires...) à celle du corps, en passant par l'échelon municipal dont le poids est croissant dans les nouveaux rapports scalaires qu'impose le capitalisme. Elles seront enfin attentives à la différenciation des espaces publics à l'échelle intra-urbaine, en prenant par exemple au sérieux la question de l'ordre local et des effets de contexte.

### Références

- Clerval A., Fleury A., Rebotier J., Weber S. (dir.), 2015, *Espace et rapports de domination*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Gravari-Barbas M., 1998, « Belle, propre, festive et sécurisante : l'esthétique de la ville touristique », *Noroi*, n° 178, p. 175-193.
- Houssay-Holzschuch M., Thébault E., 2017, "Dis-locating public space: Occupy Rondebosch Common, Cape Town", *Environment and Planning A*, Vol. 49, n° 3, p. 555-571.
- Low S., Smith N., 2006, *The politics of public space*, New York, Routledge.

# Espaces publics et rapports de pouvoir

## 5<sup>e</sup> journée de l'atelier « Espaces publics »

Vendredi 16 novembre 2018

Institut National d'Etudes Démographiques

133, Boulevard Davout, 75020 Paris

Salle Sauvy – 1<sup>er</sup> étage

---

9h30 : Café d'accueil

---

10h00-10h20 : Introduction

Antoine FLEURY (*Géographie-cités, CNRS*) et Muriel FROMENT-MEURICE (*LAVUE, Université Paris Nanterre*)

10h20-11h10 : L'envers des politiques de lutte contre le harcèlement de rue et les nouveaux indésirables des espaces publics urbains

Marylène LIEBER (*Université de Genève*)

11h10-11h20 : Pause

11h20-12h10 : Une co-présence conflictuelle à Calais. Luttres de pouvoir et mise en ordre des espaces publics dans une situation de frontière

Camille GUENEBAUD (*ACP, Université Paris Est Marne-la-Vallée*)

12h10-12h30 : Discussion générale

---

12h30 – 14h00 : Déjeuner sur place

---

14h00-14h50 : Revitalisation des espaces publics, nouveaux usages, nouvelles appropriations. Le cas du jardin Pushkin à Mexico

Hélène BELANGER (*Département d'études urbaines et touristiques, ESG UQAM*)

14h50-15h30 : Régénération urbaine néolibérale et mise en ordre de l'espace public au centre-ville du Cap. Le cas du Greenmarket Square

Marianne MORANGE (*CESSMA, Université Paris Diderot*)

15h30-15h50 : Pause

15h50-16h30 : Processus de mise en ordre de l'espace public. Réflexions à partir de l'éviction du commerce de rue au centre-ville d'Accra (Ghana)

Amandine SPIRE (*CESSMA, Université Paris Diderot*)

---

16h30 – 17h00 : Discussion générale et conclusion de la journée

---

Contact : Diane SAMAK – [diane.samak@ined.fr](mailto:diane.samak@ined.fr)

Inscription obligatoire avant le lundi 12 novembre 2018

## L'atelier « Espaces publics »

L'atelier rassemble plusieurs chercheur-es issu-es de différentes sciences sociales qui ont pour objectif à moyen terme de construire un ouvrage collectif et interdisciplinaire sur les espaces publics urbains. Il s'organise à travers des journées d'étude (2 à 4 programmées par an) construites autour de thèmes ou de questionnements définis collectivement. Chaque journée est animée par au moins deux membres de l'atelier et se structure à partir d'interventions présentées par des personnes invitées, de disciplines variées, et des discussions collectives.

## Les membres de l'atelier

- **FLEURY Antoine** (CNRS, Géographie-cités)
- **FROMENT-MEURICE Muriel** (Université Paris Nanterre, LAVUE)
- **GALLOU-VERMEERSCH Stéphanie** (CNRS, LAVUE)
- **GUERIN-PACE France** (INED, UR12 / CIST)
- **KANELLOPOULOU Dimitra** (ENSA Paris-Malaquais, LIAT / Géographie-cités)
- **LEBUGLE Amandine** (INED, UR4)
- **LOPEZ-GUTIERREZ Paulina Iliana** (CNRS, Géographie-cités)
- **PHILIFERT Pascale** (Université Paris-Nanterre, LAVUE)
- **ROZENHOLC Caroline** (ENSAPVS, LAVUE)
- **SAIDI Mina** (ENSAPLV, LAVUE)

## Les institutions partenaires

- **INED** (Institut National d'Etudes Démographiques)
- **CNRS-UMR 8504 Géographie-cités**
- **CNRS-UMR 7218 LAVUE** (Laboratoire Architecture Ville Urbanisme Environnement)